

Convention collective départementale

**IDCC : 1700. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES
ET DISTILLERIES
(Guadeloupe)
(18 janvier 1993)**

**PROCÈS-VERBAL D'ACCORD DU 7 FÉVRIER 2017
RELATIF À LA NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE POUR L'ANNÉE 2017**

NOR : ASET1750305M
IDCC : 1700

Entre
ASSOCANNE
SRIG

D'une part, et

UGTG
CGTG

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Au terme des 11 réunions de la négociation annuelle obligatoire 2017 qui se sont déroulées les 14 décembre 2016, 3, 6, 7, 13, 17, 20, 24, 27 et 31 janvier 2017, puis les 3 et 7 février 2017 un accord a pu être trouvé.

Point liminaire : les parties rappellent que le temps passé en NAO de branche correspond à 1 journée de travail.

Points d'accord

Point 1 : augmentation des salaires de 1,2 %.

Point 2 : les parties conviennent que lors du décès d'un frère ou d'une sœur, le salarié a droit à 2 journées de congé pour événement exceptionnel.

Point 3 : les parties conviennent de reporter au sein de la révision de la convention collective les points suivants :

- titre restaurant : révision de la répartition de la charge ;
- revalorisation de l'indemnité de transport ;
- paiement des 3 jours de carence en congé maladie ;
- révision de la grille d'ancienneté des ouvriers ;
- indemnité de départ à la retraite (permanents et saisonniers) ;
- exercice du droit syndical au sein des entreprises de la filière ;
- égalité salariale entre les hommes et les femmes ;

- promotion des travailleurs guadeloupéens aux postes à responsabilité dans la filière ;
- révision du mode de fixation des salaires des ETAM, de leur avancement et du respect de la date d’anniversaire ;
- révision de la participation patronale à la prévoyance ;
- autorisation d’absence pour rentrée scolaire ;
- mise en place d’une prime de nuit.

Dispositions légales

Le présent procès-verbal fera l’objet des mesures de publicité prévues par le code du travail.

Un exemplaire dûment signé par toutes les parties sera remis à chaque signataire.

Un exemplaire sera déposé au greffe du conseil de prud’hommes de Pointe-à-Pitre.

Un exemplaire sera déposé à la DIECCTE de la Guadeloupe.

Un autre leur sera envoyé par courriel au ministère du travail.

Cet accord est applicable au 1^{er} janvier 2017 à l’ensemble de la filière canne, sucre, rhum.

Fait aux Abymes, le 7 février 2017.

(Suivent les signatures.)